

Irrigation fonctionnant
à l'énergie solaire au
Zimbabwe



**Environnement,
commerce et
développement
durable**



52

Atténuation des effets du changement climatique

57

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies visant à atténuer le changement climatique

59

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies visant à incorporer les ODD

61

Obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies

62

Intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies des pays en développement

65

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

67

Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies des donateurs

69

Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes

71

Intégration des objectifs de l'économie circulaire

72

Transition vers une économie durable

79

Financement des objectifs environnementaux

L'environnement dans les stratégies commerciales



86%

des pays en développement ont des objectifs commerciaux qui prennent en compte les questions environnementales

Le commerce dans les stratégies environnementales



88%

des pays en développement ont des objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable



96%

des pays en développement citent l'agriculture comme étant un secteur qui présente un potentiel pour la diversification de l'économie et des exportations



66%

des pays en développement mentionnent l'industrie comme étant le secteur confronté aux plus grandes difficultés

Économie circulaire



43%

des pays en développement ayant répondu sont dotés de stratégies relatives à l'économie circulaire

Autonomisation économique des femmes



79%

des pays en développements ayant répondu ont des politiques pour protéger l'environnement et soutenir l'autonomisation économique des femmes

Hausse des financements pour l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique depuis l'Accord de Paris



14%

des financements en faveur du climat provenaient du secteur privé en 2019



35%

de l'Aide pour le commerce est destinée à l'atténuation et à l'adaptation face au changement climatique

La prise de conscience croissante des effets du changement climatique incite les parties prenantes de l'Aide pour le commerce à agir maintenant pour intégrer les objectifs environnementaux dans leurs stratégies de développement durable. Dans le même temps, des objectifs commerciaux apparaissent maintenant plus fréquemment dans les stratégies de développement durable des gouvernements, de même que les stratégies commerciales font de plus en plus souvent référence aux objectifs environnementaux.

Toutefois, ce processus commence à peine à prendre forme. Souvent, les objectifs environnementaux et commerciaux ne sont décrits que de manière générale, avec peu de détails et peu d'objectifs à l'aune desquels mesurer les progrès. Il peut être difficile de comparer les différentes stratégies pour atteindre les objectifs.

Des donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des partenaires Sud-Sud ont pris des engagements de politique générale dans le cadre de la vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) pour aligner l'aide publique au développement (APD) sur l'Accord de Paris et pour accroître le financement de l'action climatique. L'Initiative Aide pour le commerce a un lien avec ces plans de financement, compte tenu du rôle que le commerce des biens et services environnementaux joue dans le transfert de technologie, de compétences et de savoir-faire.

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 de l'Aide pour le commerce mené conjointement par l'OCDE et l'OMC tente d'aborder la question au moyen d'un questionnaire qui a été envoyé aux participants de l'Aide pour le commerce. En s'appuyant sur les réponses au questionnaire, ce chapitre présente une analyse des données, des tendances générales qui ressortent des constatations et des exemples explicites tirés des renseignements additionnels fournis par les participants dans le questionnaire. Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été divisés en sections, comme suit :



Des femmes récoltent du lemon-grass qui sera distillé pour produire de l'huile essentielle (Chisapani, Népal).

- atténuation des effets du changement climatique sur l'environnement, le commerce et le développement durable ;
- intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique et incorporer les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ;
- obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable ;
- intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement ;
- intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales ;
- intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs ;
- intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable ;
- intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement durable ;
- transition vers une économie durable;
- financement des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable.

Atténuation des effets du changement climatique sur l'environnement, le commerce et le développement durable

Les réponses des pays en développement au questionnaire accompagnant l'exercice de suivi et d'évaluation soulignent la difficulté de définir des objectifs sans avoir de connaissances suffisantes sur les effets attendus du changement climatique sur le commerce.

En outre, les pays en développement identifient la difficulté d'accéder au financement comme un obstacle à la poursuite de l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable.

Parvenir à la neutralité carbone

Les émissions de gaz à effet de serre, dont les niveaux sont déjà les plus élevés de l'histoire de l'humanité, continuent d'augmenter.

La dernière évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que si des mesures ne sont pas prises pour éviter un réchauffement de la planète supérieur à 3°C d'ici à 2050, il y aura inévitablement des conséquences irréversibles sur les systèmes naturels et humains, poussant les sociétés au-delà de leur capacité d'adaptation (GIEC, 2022).

Des réductions immédiates et drastiques des émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète, comme le prévoit l'Accord de Paris qui a été conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et vise à limiter les hausses de température à moins de 2°C, avec un objectif de 1,5°C d'ici à 2050.

Centrale éolienne et solaire de Burgos (Philippines).



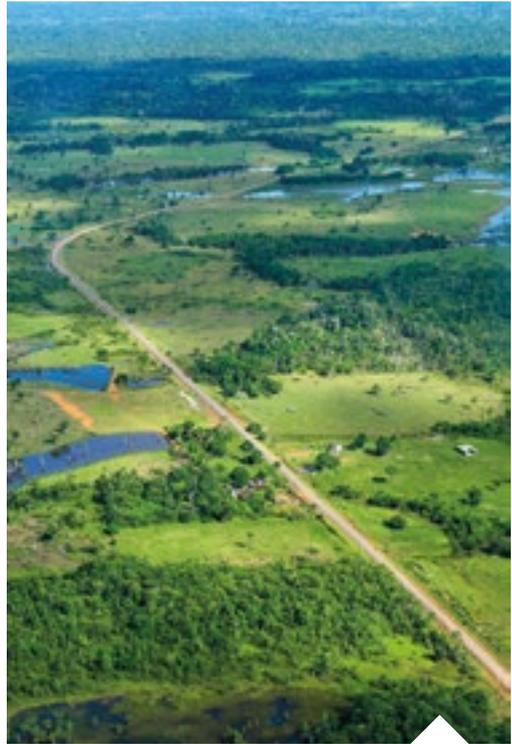
Une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) conclut qu'atteindre la neutralité carbone exige une « concentration ciblée et sans faille de tous les gouvernements » et une coopération avec le secteur privé, ce qui dépend des décisions des pouvoirs publics (AIE, 2021) :

« Élaborer des feuilles de route nationales et régionales pour atteindre, à moindre coût, la neutralité carbone exige, entre tous les niveaux de gouvernement, une coopération qui éradique les silos et intègre l'énergie dans les politiques formulées par tous les pays dans les domaines de la finance, du travail, de la fiscalité, des transports et de l'industrie. À eux seuls, les ministères de l'énergie et de l'environnement ne peuvent pas mettre en œuvre les actions nécessaires pour parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. »

Dans un discours d'avril 2022 à l'Institut Rio Branco au Brésil, la Directrice générale Ngozi Okonjo Iweala a dit que les Membres de l'OMC pouvaient faire davantage pour parvenir, à moindre coût, à des émissions nettes nulles et que supprimer les obstacles au commerce des biens et des services environnementaux était un bon point de départ.¹

« Les Membres de l'OMC peuvent faire davantage pour parvenir, à moindre coût, à des émissions nettes nulles. La réduction des obstacles au commerce des biens et des services environnementaux est un bon point de départ. »

**Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice générale**



Forêt pluviale amazonienne, près de Manaus au Brésil

Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

La COP26, qui s'est tenue fin 2021 à Glasgow au Royaume-Uni, a appelé à renforcer les efforts pour atteindre les objectifs de neutralité carbone de l'Accord de Paris. Le projet de décision de la COP26, aussi appelé Pacte de Glasgow pour le climat², souligne :

« l'urgence d'intensifier l'action et le soutien, y compris pour le financement, le renforcement des capacités et le transfert de technologie, afin d'accroître la capacité d'adaptation, de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité face au changement climatique, conformément aux meilleures données scientifiques et en tenant compte des priorités et des besoins des pays en développement Parties. »

Cette urgence apparaît dans les réponses au questionnaire, qui reconnaissent la nécessité d'agir et font référence aux plans actuels sur la transition vers la neutralité carbone. Les participants interrogés soulignent également que les résultats livrables convenus à la COP26 s'appuient sur le travail déjà mené au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Nations Unies, 2015).

Engagements de politique souscrits à la COP26

Des engagements de politique ont été pris à l'approche de la COP26 pour aligner l'APD sur l'Accord de Paris. Les donateurs se sont engagés à appuyer la transition vers une économie sobre en carbone en développant le financement consacré à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'adaptation à ce changement, que l'on appelle communément le financement de l'action climatique (voir l'encadré 1).

Bien que les financements accordés par les pays en développement en faveur du climat aient augmenté régulièrement depuis 2013, les 79,6 milliards d'USD déployés en 2019 (OCDE, 2021a) restent insuffisants pour respecter l'engagement de lever 100 milliards de dollars EU par an. *Le Pacte de Glasgow pour le climat* adopté à la COP26 appelle à mobiliser

davantage les ressources, y compris en mettant le secteur privé à contribution pour aider à atteindre les objectifs de neutralité carbone.

L'Aide pour le commerce peut aider les pays à construire des économies résilientes face au climat et à promouvoir la diversification des exportations dans les secteurs verts pour soutenir les ODD et les efforts de relance après la COVID-19 (PNUE, 2020). L'Aide pour le commerce peut également contribuer à promouvoir la mise en place de solutions intelligentes face au climat dans les infrastructures et la production d'énergie, et à résoudre les difficultés liées au transfert de technologie et à l'alignement de la réglementation commerciale sur les objectifs environnementaux.

Les divers engagements quant à l'accroissement des financements octroyés pour l'action climatique et de l'Aide pour le commerce figurent dans le questionnaire. Les engagements pris par les donateurs relèvent des grandes catégories suivantes (voir le tableau 1 pour plus de détails) :

- engagements visant des secteurs spécifiques (par exemple infrastructures, énergies renouvelables, agriculture, santé, éducation) ;
- engagements pour ce qui est de mettre l'accent sur la participation du secteur privé ;
- engagements pour ce qui est d'offrir des prêts à des conditions préférentielles aux projets et programmes dans le domaine des énergies renouvelables destinés à répondre au changement climatique ;
- engagements d'inclusion dans les accords commerciaux futurs des objectifs en matière d'environnement, de climat et d'énergie ;
- engagements concernant la mobilisation des investissements publics et privés.



La Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala s'adresse aux dirigeants et aux parties prenantes du monde entier lors du Sommet sur le climat de la COP26 des Nations Unies à Glasgow au Royaume-Uni.

Encadré 1

Déclaration du CAD de l'OCDE sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, 27 octobre 2021

En octobre 2021, avant la COP26, le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) a publié une déclaration sur l'alignement de la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris. La déclaration engage les membres du CAD à utiliser l'APD et à « mobiliser d'autres ressources pour aider les pays en développement à accéder à davantage d'opportunités techniques de façon à rendre possible et à accélérer une transition énergétique propre, durable et juste, sur la base du volontariat et dans des conditions arrêtées d'un commun accord. »

La déclaration dispose également :

« Nous accorderons la priorité au soutien à des technologies permettant d'accélérer les progrès vers des systèmes neutres en carbone, en particulier vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous pourrions également envisager le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. Nous souscrivons tous au même engagement que celui du G-7, à savoir mettre fin à tout nouvel apport d'APD à l'appui de toute production thermique d'électricité à partir du charbon sans dispositif d'atténuation dans le monde d'ici à la fin de l'année 2021...

Nous, Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, et Union européenne, nous engageons en outre à limiter nos investissements dans les combustibles fossiles sous forme d'APD aux cas où il n'existe aucune autre source d'énergie propre économiquement ou techniquement exploitable; et aux cas où ils font partie d'un plan de transition du pays hôte compatible avec les engagements au titre de l'Accord de Paris et des CDN. L'APD pourra être utilisée pour soutenir l'amélioration des performances énergétiques d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles existantes, ou leur démantèlement, et nous notifierons le CAD des activités prévues à ce titre. Nous reconnaissons également que dans des situations bien circonscrites – telles que des crises humanitaires ou des situations d'urgence – où l'accès au réseau d'électricité n'est pas possible, la production d'électricité à partir de combustibles fossiles pourra encore justifier un soutien sous forme d'APD. »

.....

« Nous utiliserons le financement mixte et les instruments d'atténuation des risques pour stimuler encore l'investissement du secteur privé lié au climat. Pour attirer davantage de financements privés, de source nationale ou internationale, à l'appui de l'action pour le climat, il convient de mettre en place des cadres d'action et un contexte d'investissement favorables. Nous collaborerons avec les pays en développement pour les aider à accroître les possibilités d'investissement durable et à renforcer les conditions propices qui doivent être réunies. Avec la mise au point des vaccins contre la COVID-19, nous avons appris qu'investir tôt et être préparé à financer des innovations risquées – mais d'importance cruciale – pouvait donner des résultats significatifs, accroître l'accès à de nouvelles technologies et inciter les pays à investir dans de nouveaux mécanismes. L'APD et d'autres formes de financement public peuvent jouer un rôle déterminant. »

Tableau 1 : Engagements quant à l'accroissement des financements octroyés pour l'action climatique et de l'Aide pour le commerce

Donateurs	Réponses au questionnaire
Australie	<p>La stratégie de lutte contre le changement climatique contient des engagements dans les secteurs des infrastructures, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, et met l'accent sur la participation du secteur privé</p> <p>Les engagements au titre du financement de l'action climatique pour la période 2020-2025 sont passés à 2 milliards de dollars australiens</p>
Banque interaméricaine de développement	<p>La BID souligne les objectifs commerciaux qui prennent en compte la dimension environnementale du développement durable (BID, 2019)</p>
Canada	<p>L'action pour le climat est un domaine clé de la stratégie de développement durable du Canada</p> <p>Le financement de l'action climatique a doublé pour atteindre 5,3 milliards de CAD pour la période 2021-2026</p>
Commission européenne	<p>L'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – « Europe dans le monde » couvre la coopération de l'UE avec les pays tiers (2021-2027)</p> <p>La nouvelle stratégie de développement détaille les stratégies de l'UE visant à protéger l'environnement, gérer les ressources naturelles et faire face au changement climatique (Union européenne, 2018)</p> <p>Le Pacte vert pour l'Europe (Commission européenne, 2019a) i) note le rôle important de la politique commerciale et de l'OMC pour atteindre des objectifs ambitieux en matière d'environnement, de climat et d'énergie, et ii) souligne les mesures spécifiques que proposera la Commission européenne pour faire du respect de l'Accord de Paris un élément essentiel de tous les accords commerciaux globaux futurs</p>
République de Corée	<p>La Korea International Cooperation Agency a adopté une stratégie en matière d'action pour le climat et d'énergie</p> <p>Le Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF) donne la priorité aux projets portant sur les énergies renouvelables et les réponses au changement climatique, et prévoit un traitement préférentiel pour les conditions de prêt</p> <p>L'objectif consiste à augmenter de 40% le nombre de projets de l'EDCF</p>
États-Unis	<p>La stratégie de lutte contre le changement climatique définit les objectifs de haut niveau suivants que l'USAID devra réaliser d'ici à 2030 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mobiliser des financements publics et privés pour l'action climatique pour un montant de 150 milliards de dollars EU d'ici à 2030 ▪ réduire, éviter ou séquestrer 6 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ dans le cadre des activités de l'USAID ▪ améliorer la résilience de 500 millions de personnes face au climat
Fédération de Russie	<p>Engagement en faveur de l'ensemble des 17 ODD et volonté de trouver un équilibre entre toutes les dimensions du développement durable</p>
Royaume-Uni	<p>À travers l'organisme British Investment International (BII), la priorité est donnée aux investissements dans les infrastructures durables dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le BII doit aider les pays en développement à tirer profit des technologies propres et à assurer une croissance durable de leurs économies</p>

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique

Les décideurs reconnaissent de plus en plus la nécessité d'inclure des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable. Ce mouvement a commencé depuis un certain temps, mais l'accumulation d'éléments qui témoignent des difficultés résultant des effets du changement climatique accroît le sentiment d'urgence.

Les réponses à l'exercice de suivi et d'évaluation soulignent les objectifs environnementaux différents que les donateurs et les bénéficiaires intègrent dans les stratégies de développement pour atténuer les effets du changement



Pompage d'eau souterraine avec l'énergie générée par des panneaux solaires, à Jagadhri en Inde.

climatique (voir le tableau 2 pour plus de détails). Parmi les catégories d'objectifs environnementaux que les donateurs et les bénéficiaires intègrent dans les stratégies de développement, on peut citer les exemples suivants :

- objectifs visant à augmenter la croissance et à réduire la pauvreté pour favoriser les secteurs et les moyens de subsistance résilients face au climat ;
- objectifs visant à renforcer les capacités nationales et locales pour améliorer la gestion du climat et des catastrophes ;
- objectifs tels que la décarbonation, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dommageables pour l'environnement ;
- objectifs qui favorisent l'utilisation des technologies numériques pour une gestion durable de l'énergie.

Tableau 2 : Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Amélioration de la capacité d'adaptation des populations, de l'écologie et de l'économie pour atténuer les effets du changement climatique
Maurice	D'ici à 2030, 60% des besoins en énergie seront couverts par des sources renouvelables
République démocratique du Congo	Définir la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique comme des priorités pour parvenir à un modèle de développement vert, sobre en carbone et résilient face au climat dans l'ensemble des stratégies sectorielles

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Zambie	Les réformes nationales visant à atteindre les objectifs environnementaux doivent être soutenues par l'aide internationale
Asie et Pacifique	
Bangladesh	Les questions liées au changement climatique doivent être résolues grâce à la mise en œuvre des ODD
Fidji	Stratégie pour décarboner l'économie
Philippines	Renforcement des capacités nationales et locales pour améliorer la gestion du climat et des catastrophes
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Accent mis sur la décarbonation et l'adaptation au changement climatique
Donateurs	
Australie	La stratégie sur le changement climatique impose d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans tous les programmes d'aide au développement
Banque asiatique de développement	<p>Réalisation des objectifs centraux du développement de projets par le biais de solutions durables et axées sur la nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ atténuation du changement climatique ▪ santé des océans ▪ résilience face aux catastrophes <p>Stratégie 2030 (BAStD, 2019a) visant à intensifier le soutien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour faire face au changement climatique, aux risques de catastrophes et à la dégradation de l'environnement ▪ pour accélérer le développement de solutions à faibles émissions de gaz à effet de serre ▪ pour assurer une approche exhaustive du renforcement de la résilience face au climat et aux catastrophes, et mettre davantage l'accent sur les liens entre l'eau, l'alimentation et l'énergie
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	<p>La BERD (2020a) « soutiendra l'accélération de la transition vers une économie verte, sobre en carbone et résiliente :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ en alignant ses activités sur les principes des accords internationaux sur le climat, ... ▪ en renforçant l'engagement pour l'élaboration de stratégies à long terme visant à réduire les émissions de carbone, ... ▪ en augmentant les investissements grâce à l'innovation ... dans des domaines tels que les solutions numériques vertes, la transition équitable, l'économie circulaire, le capital naturel et le financement des chaînes de valeur vertes »
Canada	<p>La stratégie consiste à soutenir les efforts des pays en développement dans leur transition pour devenir des économies et des sociétés sobres en carbone, durables sur le plan environnemental et résilientes face au climat par le biais d'initiatives qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ réduisent les émissions globales de gaz à effet de serre ▪ améliorent la résilience face au climat ▪ protègent et gèrent de manière durable les ressources naturelles et les écosystèmes
Union européenne	<p>L'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – « Europe dans le monde » traite :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dommageables pour l'environnement ▪ de la stabilité et de la transparence des marchés de l'énergie ▪ du déploiement de réseaux intelligents ▪ de l'utilisation des technologies numériques pour une gestion durable de l'énergie

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour incorporer les ODD

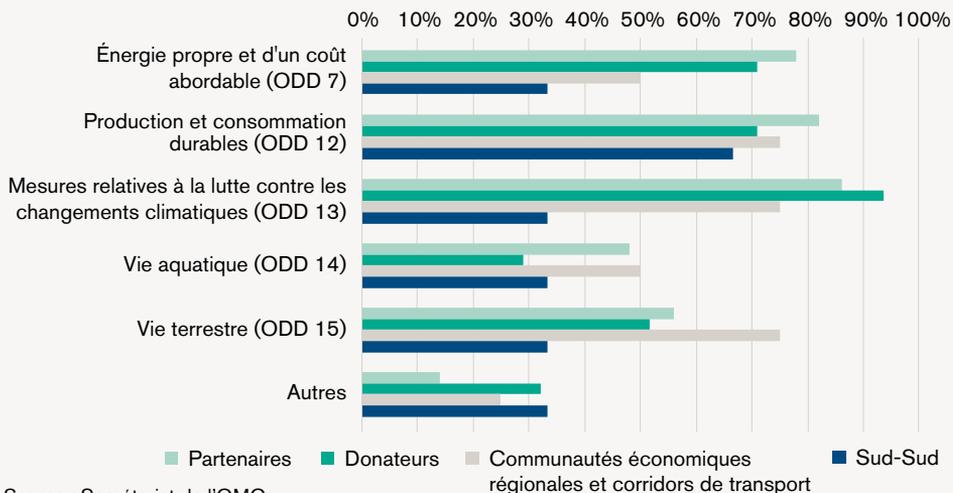
Bien que le changement climatique soit un moteur pour agir, l'accent mis sur les objectifs environnementaux dépasse la question du réchauffement de la planète. Comme indiqué à la figure 1, la plupart des réponses au questionnaire indiquent que les stratégies de développement durable ciblent explicitement les ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 12 (consommation et production durables) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Cette approche est en accord avec les recommandations du sixième Rapport d'évaluation du GIEC (à paraître) qui incite vivement à des actions majeures dans le secteur de l'énergie et à une transformation des pratiques de production et de consommation.

Les ODD sont incorporés dans les stratégies de développement durable de différentes manières, et notamment les suivantes :

- en intégrant des objectifs et des indicateurs fondés sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015) ;
- en intégrant des cibles et des dispositions visant à concrétiser les objectifs de l'Accord de Paris ;
- en intégrant des références spécifiques aux ODD.

Sur les 53 pays en développement qui ont répondu au questionnaire, 51 (96%) mentionnent la durabilité environnementale comme une priorité de leurs stratégies de développement. Toutes les réponses des petits États insulaires en développement et 27 des 29 réponses (93%) fournies par des pays les moins avancés (PMA) indiquent que les objectifs environnementaux sont une priorité essentielle de leurs stratégies de

Figure 1 : Pourcentage des participants à l'Aide pour le commerce dont les stratégies de développement durable ciblent explicitement les ODD, par catégorie de participant ayant répondu



développement durable. Au niveau régional, les objectifs environnementaux sont mis en avant comme une priorité clé dans toutes les réponses des participants d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Diverses réponses au questionnaire indiquent également que les considérations environnementales sont intégrées comme un domaine prioritaire dans les stratégies pour la reprise après la pandémie de COVID-19 (voir le tableau 3 pour plus de détails).

Tableau 3 : Intégration des objectifs environnementaux pour incorporer les ODD dans les stratégies de développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	<p>ODD mentionnés spécifiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ accélérer les transformations structurelles ▪ accroître la productivité totale des facteurs ▪ améliorer l'intégration des chaînes de valeur ▪ renforcer les perspectives du secteur agricole
Guinée-Bissau	La stratégie promeut une gestion durable du capital naturel grâce à la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel en faveur du développement durable, de la biodiversité et d'une gestion dualiste des écosystèmes
Mali	Prise en compte de la dimension environnementale du développement durable dans tous les aspects de la conception, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des politiques de développement
Maurice	La stratégie souligne le caractère essentiel de la durabilité et de la transition verte
Zambie	Le programme pour la reprise économique vise à lancer l'économie sur une voie de développement qui met l'accent sur la durabilité dans un environnement monétaire, extérieur et budgétaire stabilisé
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La stratégie prévoit des actions holistiques et intersectorielles pour améliorer la productivité et réduire au minimum les catastrophes dans les régions densément peuplées
Fidji	Cibles et dispositions visant à réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015)
Népal	La stratégie cite les considérations environnementales comme une question essentielle
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tous les plans sectoriels font référence aux objectifs de développement durable
Philippines	La stratégie contient un chapitre spécifique sur l'environnement, qui mentionne des questions telles que la pollution de l'air, les déchets infectieux et l'agriculture urbaine
Sri Lanka	La stratégie intègre le développement durable dans l'ensemble des trois piliers
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	Les stratégies incorporent les ODD
Paraguay	<p>Les objectifs et indicateurs stratégiques ciblent le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015)</p> <p>Création d'une commission des ODD</p>
Pérou	La stratégie consiste à gérer les terres de manière durable pour prévenir et réduire les risques et les menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance
Donateurs	
République de Corée	La Korea International Cooperation Agency procède à des évaluations strictes de l'impact social et environnemental dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets

Obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable

Sur la base des réponses au questionnaire, les principaux obstacles rencontrés par les pays en développement lorsqu'ils tentent d'intégrer des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable sont notamment les suivants :

- un accès insuffisant aux financements ;
- un manque d'infrastructures pour mesurer les données ;
- des capacités institutionnelles insuffisantes pour affiner les liens entre environnement et développement ;
- un manque de possibilités en matière de transfert de technologie.

Les pressions budgétaires causées par la pandémie de COVID-19 créent des obstacles additionnels à la transition vers un développement durable (voir le tableau 4 pour plus de détails). Des recherches récentes révèlent que l'accès aux financements peut être particulièrement affecté. Les projections du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) font état d'une forte baisse du nombre de nouveaux projets sobres en carbone (par exemple concernant les énergies renouvelables) dans l'avenir proche, et cela, à la fois sur les marchés développés et émergents (PNUE/PNUD, 2020).

Tableau 4 : Obstacles à l'intégration des questions environnementales dans les cadres d'action

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	Le manque de données environnementales est considéré comme un obstacle à l'élaboration de stratégies de développement durable
Madagascar	La mise en place d'infrastructures comme des systèmes utilisant les énergies renouvelables est particulièrement coûteuse
Mali	La pandémie de COVID-19 a contribué à une contraction de l'économie, ce qui a affecté la capacité de mobiliser les ressources nationales nécessaires et compromis les progrès accomplis dans la réalisation des ODD
République démocratique du Congo	Le manque de financements et de connaissances scientifiques sur les effets attendus du changement climatique entrave la mise en œuvre de projets de développement durable nécessaires Le manque de financements pose des difficultés pour l'acquisition d'infrastructures modernes dans le domaine de la durabilité
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	L'Aide pour le commerce, l'investissement étranger direct et la coopération internationale peuvent contribuer à atténuer les problèmes liés au transfert de technologie en exploitant le renforcement des capacités technologiques nationales
Paraguay	Les engagements existants (par exemple les incitations fiscales pour favoriser l'investissement) imposent des contraintes financières qui restreignent les politiques publiques visant à promouvoir la transition vers un développement sobre en carbone

Intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015) considère le commerce international comme « un moteur de la croissance économique pour tous et un moyen de réduire la pauvreté ; il contribue au développement durable. » Le Programme identifie explicitement le commerce comme l'un des principaux éléments favorisant la mise en œuvre des ODD. Le commerce a également été reconnu comme étant une variable importante de la dimension environnementale du développement durable.

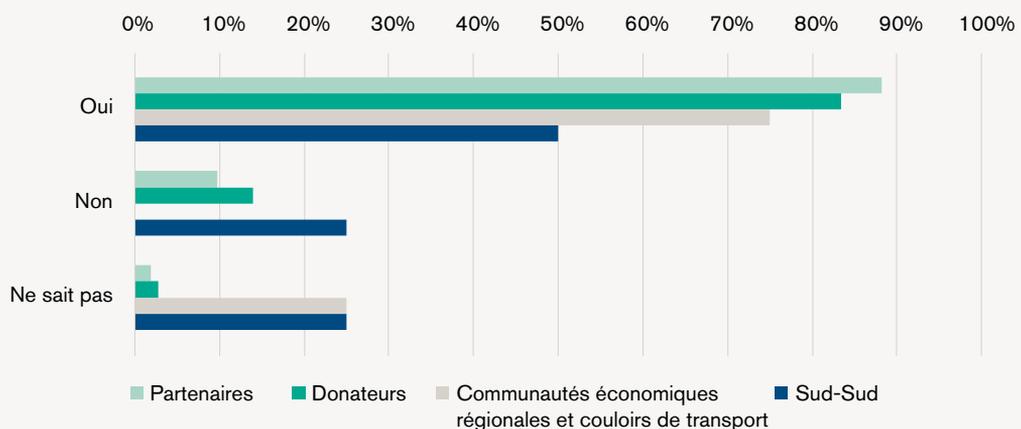
Dans une publication conjointe, l'OMC et le PNUE identifient le commerce comme un facilitateur essentiel dans la création et l'expansion de marchés pour les produits durables et notent que le « commerce peut accélérer la diffusion de biens et de services là où ils sont le plus nécessaires et stimuler les

capacités de production locales » (OMC/PNUE, 2018). Le rapport identifie également le commerce comme un facilitateur essentiel dans la création et l'expansion de marchés pour les produits durables.

L'exercice de suivi et d'évaluation montre que des progrès sont faits pour intégrer le commerce dans les politiques et les objectifs de développement durable. Sur les 51 pays en développement qui ont répondu au questionnaire, 45 indiquent que leurs stratégies, politiques ou plans nationaux de développement durable contiennent des objectifs commerciaux (voir la figure 2 et l'encadré 2).

Les réponses des partenaires au questionnaire établissent un lien entre le commerce et le développement durable, en particulier pour les pays dépendants des exportations dans les secteurs de la sylviculture, de la pêche de

Figure 2 : Pourcentage des participants à l'Aide pour le commerce dont les stratégies de développement durable contiennent des objectifs commerciaux



Source : Secrétariat de l'OMC.

Encadré 2

Perspectives de la Banque mondiale sur les liens entre la politique commerciale et le changement climatique

Puisque le commerce et les chaînes de valeur mondiales jouent un rôle majeur dans les changements d'affectation des terres et l'utilisation des ressources naturelles renouvelables, les pays exportateurs et importateurs doivent tous aligner leurs politiques commerciales sur les politiques nationales de développement durable. De nouvelles possibilités commerciales se présenteront pour les pays en développement dans un contexte d'adaptation du monde au changement climatique.

Si le commerce contribue au changement climatique, il peut également être une partie importante de la solution en facilitant l'atténuation et l'adaptation. Les échanges mondiaux de biens et services environnementaux atteignent déjà 1 000 milliards de dollars EU, et ils continuent d'augmenter. Libéraliser le commerce lors de crises résultant du changement climatique peut contribuer à la fourniture de biens essentiels dans les zones affectées par des catastrophes et soutenir la reprise.

Une multitude de mesures peuvent être prises, notamment :

- Réduire les coûts du commerce à la frontière pour promouvoir les échanges, abaisser les droits de douane et diminuer les obstacles non tarifaires visant les importations incorporant de nouvelles technologies peut favoriser l'augmentation de la productivité et l'adaptation.
- Identifier et développer des biens et des services à faibles émissions de carbone qui peuvent contribuer à réduire la dépendance à l'égard des avantages comparatifs vulnérables face au changement climatique.
- Conclure des accords d'intégration mondiaux et régionaux pour élaborer des normes communes concernant les biens et services environnementaux et pour résoudre les difficultés liées aux incidences transfrontalières (par exemple le déboisement).
- Soutenir un développement vert, résilient et inclusif au moyen de réformes commerciales qui réduisent le déséquilibre actuel en faveur des marchandises en amont à forte intensité de carbone. Ces mesures peuvent aussi soutenir une libéralisation du commerce respectueuse de l'environnement en mettant l'accent sur les biens et services présentant un intérêt prioritaire pour les exportateurs des pays en développement.
- Examen par les pays des mesures liées au commerce, comme les droits de propriété intellectuelle, susceptibles de restreindre la diffusion des technologies propres dans les pays en développement.

Il est essentiel pour les pays en développement de comprendre les risques et les possibilités que représente l'atténuation des effets du changement climatique pour leurs stratégies commerciales et de développement. Des études ciblées par pays sont un moyen utile pour avancer vers un dialogue plus vaste sur les manières d'accroître les capacités et pour identifier les possibilités à travers lesquelles la réduction des émissions de carbone peut accroître la compétitivité dans un monde soumis aux contraintes climatiques.

Ces études sont également essentielles pour comprendre les investissements dans les dispositifs de mesure du carbone, nécessaires pour vérifier l'efficacité des résultats en matière d'émissions de carbone. Elles permettront aussi de mener des réformes de politique commerciale et en matière de facilitation des échanges qui favoriseront l'adaptation et l'accès à des technologies et des techniques essentielles.

Source : Banque mondiale (2021b).

l'agriculture (voir le tableau 5 pour plus de détails). De manière générale, le questionnaire révèle les éléments suivants :

- Trois des quatre réponses fournies par des acteurs régionaux indiquent la présence d'objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable.
- Les réponses des pays en développement sans littoral mentionnent également des objectifs commerciaux dans les cadres nationaux pour la durabilité.
- Les réponses des participants d'Afrique (92%) et d'Asie et du Pacifique (78%) font état de l'intégration d'objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable.

Tableau 5 : Intégration d'objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
République démocratique du Congo	Le Fonds forestier national finance le reboisement et mène des études pour promouvoir la durabilité et la légalité du commerce du bois avec les marchés européens
Sénégal	Mise en œuvre de pratiques commerciales durables dans le cadre du développement de circuits d'exportation pour le bois, le charbon de bois, les denrées sauvages, et les produits de l'agriculture et de l'élevage
Zambie	De nombreuses mesures d'intervention visent à mettre fin à l'utilisation non durable des ressources naturelles, y compris à travers le commerce
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Le plan national lancé en 2018 vise à faire face, de manière intégrée et coordonnée, aux risques critiques et aux priorités de développement liés au changement climatique Le commerce occupe une place importante dans le contexte du tourisme Les interventions vont dans le sens de la création d'un mécanisme de compensation du carbone pour annuler les émissions produites dans le cadre du transport aérien entrant et sortant, les fonds collectés par le biais de ce programme étant utilisés pour financer des initiatives locales pour le reboisement ou les énergies renouvelables

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

Les réponses au questionnaire indiquent que les parties prenantes de l'Aide pour le commerce reconnaissent l'importance d'intégrer une perspective environnementale dans les stratégies et les objectifs commerciaux :

- 35 pays en développement déclarent que leurs objectifs commerciaux tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable ;
- 23 pays en développement déclarent que les stratégies, politiques et objectifs des pouvoirs publics en matière de développement durable reposent sur une coordination et un dialogue intenses ;
- 22 donateurs déclarent que leurs discussions avec les pays en développement tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable.

Les réponses à l'exercice de suivi et d'évaluation indiquent également que les stratégies d'exportation des pays en développement reflètent leurs

préoccupations environnementales et mettent l'accent sur les interactions entre les préoccupations environnementales, le développement durable et les objectifs commerciaux (voir le tableau 6 pour plus de détails). Parmi les stratégies citées en exemple par les pays en développement dans leurs réponses, on peut citer :

- encourager les entreprises nationales à adopter les normes environnementales internationales qui renforcent la durabilité et augmentent la compétitivité des exportations ;
- promouvoir des comportements commerciaux respectueux de l'environnement et éthiques chez tous les acteurs de la chaîne de valeur des exportations ;
- mettre en place des mécanismes de coordination systématiques pour soutenir le développement durable ;
- inclure les questions commerciales dans les discussions ;
- créer des comités interministériels pour la coordination et la mise en œuvre.



Capter l'énergie géothermique à des profondeurs de 2 km contribuera aux objectifs d'atténuation du changement climatique, Muara Laboh (Indonésie).

Tableau 6 : Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Les objectifs de développement durable sont désignés comme des priorités dans le Rapport national sur l'exportation de produits verts, qui examine principalement les chaînes de valeur du café et des légumes
Mali	La politique commerciale tient compte de la dimension environnementale dans son objectif général de créer un environnement propice au développement du commerce en vue de le voir contribuer à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté
Maurice, Zambie	Un comité interministériel chargé de la coordination et de la mise en œuvre a été créé
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La politique d'exportation encourage les entreprises nationales à adopter les normes environnementales internationales qui renforcent la durabilité et augmentent la compétitivité des exportations
Fidji	Les objectifs environnementaux sont intégrés dans les politiques commerciales
Népal	L'un des principes directeurs de la politique commerciale consiste à assurer un développement durable, la protection de l'environnement et le respect des objectifs environnementaux, y compris le respect des accords environnementaux multilatéraux tels que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et le Protocole de Montréal
Pakistan	La politique commerciale fait référence à l'importance de la durabilité environnementale Un comité interministériel chargé de la coordination et de la mise en œuvre a été créé
Papouasie-Nouvelle-Guinée	La politique commerciale contient un chapitre qui souligne les interactions entre les objectifs du commerce et du développement durable pour faire respecter la législation environnementale dans un contexte commercial
Amérique latine et Caraïbes	
Guatemala	Le comité pour le commerce et le développement durable est l'organisme central chargé d'examiner les liens entre les engagements environnementaux et le commerce
Pérou	La politique d'exportation vise à promouvoir des comportements commerciaux respectueux de l'environnement et éthiques chez tous les acteurs de la chaîne de valeur des exportations La politique d'exportation promeut le développement d'une gamme d'exportations compétitives et durables : <ul style="list-style-type: none"> ▪ en gérant les normes internationales applicables à l'offre exportable ▪ en développant la capacité d'exportation de produits issus de la biodiversité ▪ en encourageant la durabilité dans le développement d'une offre exportable La politique d'exportation réduit au minimum l'utilisation des ressources et préserve la qualité des sols, de l'air et de l'eau, tout en assurant la compétitivité des exportations
Donateurs	
Banque interaméricaine de développement	Le Cadre sectoriel pour l'intégration et le commerce met en avant les objectifs commerciaux qui tiennent compte de la dimension environnementale (BID, 2019) Le dialogue régional annuel sur les politiques qui a eu lieu en 2021 a mis l'accent sur les considérations environnementales du programme sur le commerce de l'Amérique latine et des Caraïbes, et les membres ont discuté des mesures de politique commerciale adoptées pour faire avancer les objectifs de politique publique en matière d'environnement et de changement climatique

Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs

Les réponses au questionnaire indiquent que des objectifs environnementaux sont intégrés dans les stratégies des donateurs en matière de développement durable et d'Aide pour le commerce :

- l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) est ciblé explicitement dans les stratégies de développement de 22 donateurs ;
- les ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 12 (consommation et production responsables) sont des objectifs dans les efforts de développement de 22 donateurs.

Les réponses au questionnaire indiquent que les objectifs commerciaux de 36 donateurs font partie de leur politique stratégique en matière de développement durable (voir le tableau 7 pour plus de détails). Les ambitions suivantes en sont des exemples :

- un commerce transfrontières qui contribue à promouvoir le développement durable (en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation) ;
- une utilisation durable des services écosystémiques et des ressources naturelles ;
- une réglementation transparente et efficace des investissements et des échanges visant les ressources naturelles ;
- l'incorporation des principes de durabilité dans les accords commerciaux ;
- la construction et l'entretien d'infrastructures durables sur le plan social et environnemental ;
- l'intégration de clauses et de priorités axées sur la durabilité dans les objectifs commerciaux.

L'ostréiculture nécessite la surveillance de la température et de l'eau permettant la reproduction et la fertilisation, pour une maturation accélérée des huîtres (près de Fidji).





Préparation des carottes pour le marché à Chimaltenango (Guatemala).

Tableau 7 : Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs

Donateurs	Réponses au questionnaire
Allemagne	La stratégie d'Aide pour le commerce donne la priorité aux ODD pour parvenir à un développement durable
Banque asiatique de développement	Les objectifs institutionnels critiques sont notamment les suivants (BAsD, 2019a) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ atténuer le changement climatique ▪ développer la résilience face au climat et aux catastrophes ▪ renforcer la durabilité environnementale Des clauses et des priorités axées sur la durabilité sont intégrées dans le Programme de financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement
Banque interaméricaine de développement	Le Cadre sectoriel pour l'intégration et le commerce donne la priorité à la construction et à l'entretien d'infrastructures durables sur le plan social et environnemental (BID, 2019)
Banque mondiale	La Banque mondiale souhaite soutenir les pays et les clients du secteur privé en maximisant les effets du financement de l'action climatique, tout en améliorant l'adaptation et la résilience, et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (Banque mondiale, 2021a)
Canada	La stratégie de développement préconise d'incorporer des objectifs de durabilité dans les accords de libre-échange
Suède	La politique de développement préconise une utilisation durable des services écosystémiques et des ressources naturelles, y compris grâce à une réglementation transparente et efficace des investissements et des échanges concernant les ressources naturelles
Suisse	Les principes de transparence et de durabilité (en particulier environnementale) constituent des piliers essentiels de la mise en œuvre du Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables (OCDE/FAO, 2016)
Union européenne	Les programmes prévoient : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'empêcher le commerce illicite des espèces sauvages ▪ de réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts ▪ de conclure des accords de partenariat volontaires pour remédier à l'exploitation forestière illégale et au commerce illicite de produits du bois Le Pacte vert pour l'Europe (Commission européenne, 2019a) souligne : <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'objectif de faire de l'Accord de Paris un élément essentiel de tous les accords commerciaux globaux futurs ▪ le rôle important de la politique commerciale et de l'OMC pour faire progresser des objectifs ambitieux en matière d'environnement, de climat et d'énergie

Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable

Les réponses au questionnaire viennent de 42 pays en développement et 28 donateurs, et indiquent que les politiques existantes qui tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable promeuvent également l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes (voir le tableau 8 pour plus de détails). On peut citer les exemples de stratégies suivants :

- intégrer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes dans les objectifs environnementaux ;
- exiger des évaluations de la situation et des plans d'action en matière d'égalité des genres au niveau des projets ;
- intégrer l'égalité des genres dans les politiques et les normes ;
- donner la priorité à l'autonomisation économique des femmes dans les processus budgétaires.

On perçoit une tendance à examiner de manière plus approfondie la « qualité » du développement,

qui est valorisée, et la durabilité des chaînes d'approvisionnement, notamment de la part des donateurs bilatéraux. Une caractéristique essentielle de ce processus est que des efforts concertés sont faits par les pays en développement et leurs partenaires de financement pour intégrer les objectifs d'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat.

« Des efforts concertés sont déployés pour intégrer les objectifs d'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat. »

Tableau 8 : Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Guinée équatoriale	La stratégie de développement fait référence à l'autonomisation économique des femmes et à la durabilité
Madagascar	Mise en œuvre d'évaluations de la compatibilité des investissements au regard des questions environnementales, les questions de genre étant intégrées au processus
Mali	Les stratégies pour l'environnement et l'emploi énoncent des objectifs en matière d'autonomisation économique des femmes et de durabilité
Asie et Pacifique	
Indonésie	Mise en œuvre d'un suivi des dépenses budgétaires consacrées au climat axé sur les questions de genre pour donner la priorité à l'autonomisation des femmes dans le processus budgétaire

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	A ratifié ses engagements au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour intégrer les questions de genre à tous les niveaux de la gestion du changement climatique, conformément à la Décision n° 20 de la COP26 « Questions de genre et changements climatiques »
Guatemala	Le comité pour le commerce et le développement durable est l'organisme central chargé d'examiner les liens entre les engagements environnementaux et le commerce
Pérou	La stratégie environnementale intègre les priorités liées aux questions de genre et aux questions interculturelles dans les objectifs en matière de changement climatique
Donateurs	
Allemagne	La stratégie de développement cherche à faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement mondiales tiennent compte des questions de genre et de la durabilité écologique (BMZ, 2016)
Australie	Mène des activités d'Aide pour le commerce qui combinent l'autonomisation économique des femmes et les objectifs environnementaux : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme d'accès aux marchés horticoles et agricoles du Pacifique (PHAMA) Plus ▪ Partenariat australien pour le financement de l'action climatique
Banque asiatique de développement	Gère le Partenariat australien pour le financement de l'action climatique, qui soutient l'égalité des genres et l'amélioration des possibilités économiques pour les femmes et les jeunes filles
Banque interaméricaine de développement	Parmi les projets approuvés en 2021 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70% avaient au moins une composante visant à lutter contre le changement climatique ▪ 75% traitaient des questions de genre
Canada	A contribué à l'adoption d'une mise à jour de la politique relative à l'égalité des genres dans le cadre du Fonds vert pour le climat (FVC, 2019), qui impose des évaluations de la situation et des actions en matière d'égalité des genres au niveau des projets
États-Unis	Le modèle de l'USAID pour l'examen environnemental initial fournit des renseignements additionnels sur la manière dont ses processus obligatoires en matière de respect de l'environnement intègrent les questions de genre
Norvège	La stratégie de développement définit le cadre des efforts internationaux en matière d'égalité des genres et un nouveau plan d'action est en cours d'élaboration
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Le programme mondial pour l'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte (ONUFI, 2021) mène des études nationales pour aider les décideurs et les professionnels à mettre en place des cadres qui intègrent le genre dans les politiques de l'industrie verte
Suède	Soutient l'Organisation internationale de normalisation dans l'élaboration de normes volontaires qui intègrent à la fois la dimension environnementale et la dimension de genre, et de normes qui tiennent compte des questions de genre
Union européenne	L'autonomisation économique des femmes et la durabilité environnementale ont été intégrées à toutes les actions de l'UE

Intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement

En tout, 23 des pays en développement ayant répondu (dont 10 PMA) indiquent avoir des stratégies, des politiques ou des objectifs relatifs à l'économie circulaire dans leur cadre national de développement (voir le tableau 9 pour plus de détails). En outre, 22 donateurs, 2 communautés économiques régionales ou corridors de transport, et 1 partenaire Sud-Sud mentionnent également des objectifs relatifs à l'économie circulaire.

Ci-après, quelques exemples d'initiatives :

- L'Alliance africaine pour l'économie circulaire est une coalition de nations africaines dirigée par les gouvernements, qui vise à promouvoir l'adoption sur tout le continent des pratiques

de l'économie circulaire et met l'accent sur les systèmes alimentaires, les plastiques et les emballages, l'électronique, la mode et les textiles, et l'environnement bâti ;

- le Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique soutient le développement d'un réseau régional pour la circulation et le recyclage des ressources grâce à la récupération des ressources provenant des flux de déchets solides des économies des îles du Pacifique.

Une analyse des réponses au questionnaire montre que la plupart des parties prenantes de l'Aide pour le commerce associent les pratiques de l'économie circulaire et la gestion des déchets.

Tableau 9 : Intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Côte d'Ivoire	Les politiques de recyclage des déchets et de récupération des eaux usées ont des objectifs relatifs à l'économie circulaire
Asie et Pacifique	
Philippines	Les politiques de gestion des déchets solides, telles que la Loi de 2000 sur la gestion écologique des déchets solides, la Loi de 1990 réglementant les substances toxiques et les déchets dangereux et nucléaires, ainsi que des marchés publics durables promeuvent les pratiques de l'économie circulaire
Donateurs	
Australie	Les projets soutiennent les collaborations avec le secteur privé et les entrepreneurs pour développer des solutions innovantes en vue d'une utilisation plus efficace des ressources
Banque asiatique de développement	La BAsD est en train d'élaborer un cadre pour l'économie circulaire en vue de soutenir l'investissement et les activités d'assistance technique
Canada	Projets visant à soutenir les collaborations avec le secteur et les entrepreneurs privés afin de promouvoir l'économie circulaire dans l'utilisation des matières plastiques et des produits en plastique
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Soutient l'économie circulaire (ONUUDI, 2019), y compris à travers l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources et des travaux de sa Division de l'utilisation rationnelle des ressources industrielles
Pays-Bas	La stratégie de développement et les objectifs de l'Aide pour le commerce relatifs à l'économie circulaire sont conformes à la feuille de route du gouvernement vers une économie circulaire d'ici à 2050 Membre de la plate-forme pour l'accélération de l'économie circulaire
Union européenne	Adoption de son Plan d'action pour une économie circulaire

Transition vers une économie durable

La transition vers une croissance sobre en carbone et des processus de production respectueux de l'environnement aura probablement des conséquences majeures sur le commerce. La transformation encouragera une modification de la structure de la demande, qui entraînera une hausse de la demande de nombreuses marchandises et ressources (par exemple les minéraux et les terres rares nécessaires à la transition énergétique), y compris pour les matériaux recyclés, tandis que d'autres connaîtront un déclin (par exemple les hydrocarbures). Cela ouvrira également la voie à une transformation accélérée vers un commerce qui donne davantage la priorité à l'examen des chaînes d'approvisionnement, au respect des normes et aux principes de l'économie circulaire.

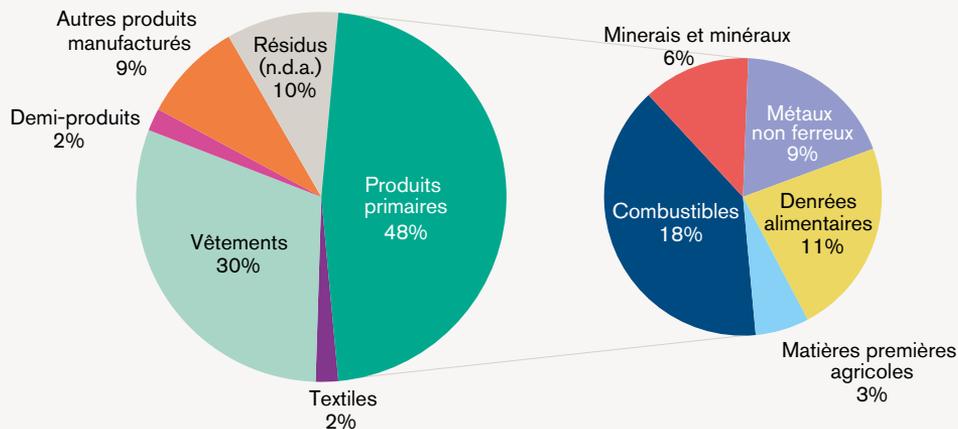
Les réponses au questionnaire révèlent le point de vue des parties prenantes sur la manière dont la transition vers un développement durable pourrait les affecter au niveau sectoriel, tant pour ce qui est des possibilités que des difficultés (voir le tableau 10 pour plus de détails).

Dépendance sectorielle

Pour certains pays en développement, cette évolution de la structure de la demande mondiale est source de préoccupation en raison de leur dépendance à l'égard des exportations d'une gamme restreinte de produits. Les statistiques de l'OMC indiquent que les produits primaires faisant intervenir des activités minières ou agricoles représentent près de la moitié de l'ensemble des exportations des PMA. Une forte concentration des produits dans les secteurs sensibles aux risques environnementaux expose les PMA à la volatilité des exportations causée par les effets du changement climatique et la transition vers une croissance sobre en carbone (voir la figure 3).

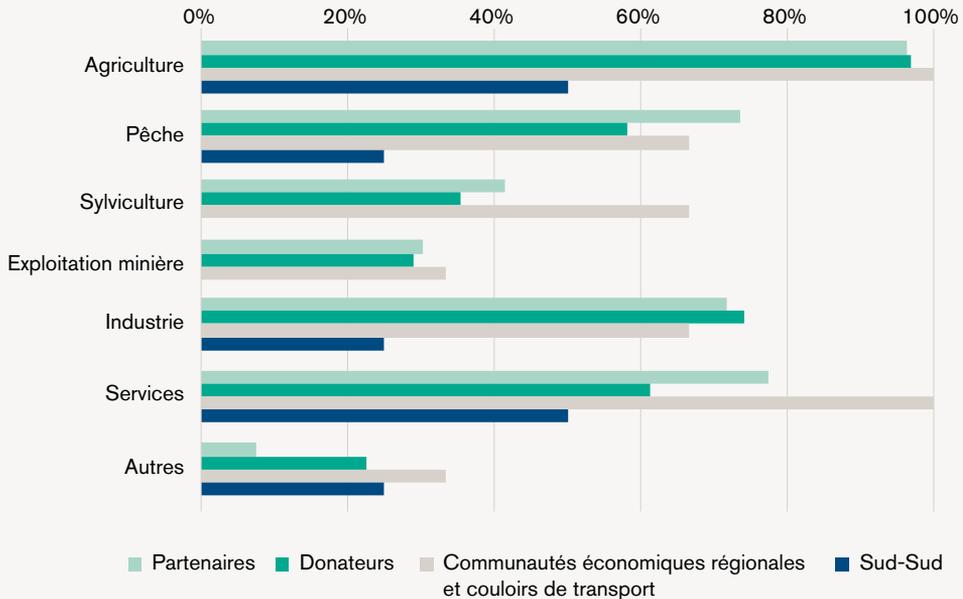
D'autres petites économies (par exemple la catégorie des petits États insulaires en développement) sont confrontées à des difficultés similaires, et pas seulement du côté des exportations. Par exemple, Sainte-Lucie a noté qu'elle était entièrement dépendante des importations de combustibles fossiles pour ses

Figure 3 : Dépendance des pays les moins avancés par rapport aux exportations d'une gamme restreinte de produits



Source : Base de données COMTRADE de l'ONU.

Figure 4 : Secteurs qui devraient bénéficier d'une transition vers un développement durable, par catégorie de participant ayant répondu



Source : Secrétariat de l'OMC.

besoins en énergie. Le coût annuel global de ses importations d'énergie est estimé à 513,9 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 23,9% des importations totales. Dans ce contexte, une transition verte réduirait la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et contribuerait dans le même temps à réduire les pressions sur la balance des paiements.

Au total, 51 des 53 partenaires (96%), 30 des 31 donateurs (97%) et plus de 95% des réponses des participants d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes, indiquent que l'agriculture présente un potentiel élevé pour la diversification de l'économie et des exportations dans le cadre d'une transition vers un développement durable (voir la figure 4).

La perception qu'ont les partenaires des possibilités des différents secteurs est corrélée aux facteurs dont ils sont dotés. Par exemple, la République démocratique du Congo note que déployer des pratiques agricoles durables lui

permet d'obtenir des avantages au niveau national en raison des grandes quantités de terres arables et de son climat favorable. Ces atouts devraient contribuer à stimuler la production agricole et procurer plusieurs avantages dans le contexte de la diversification de l'économie.

Le Yémen note que le secteur agricole est essentiel pour le développement durable car c'est le principal employeur. La Zambie exprime des vues similaires et fait part de la nécessité de soutenir ce secteur pour garantir les perspectives économiques et l'approvisionnement alimentaire, et pour renforcer le potentiel d'exportation du secteur. Pour promouvoir une agriculture durable et la diversification des exportations en Guinée équatoriale, le Cadre intégré renforcé (CIR) a financé un projet d'Aide pour le commerce (voir l'encadré 3).

Encadré 3

Promouvoir une agriculture durable et la diversification des exportations en Guinée équatoriale

La valeur de ce projet sur trois ans est d'environ 1,4 million de dollars EU; il est dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Ministère du commerce, avec le soutien du Ministère de l'agriculture. En coordination avec le CIR, le projet doit accroître la capacité de production de la Guinée équatoriale en appliquant des méthodes de production agroécologiques durables et des innovations après récolte :

- en introduisant des systèmes innovants et en permettant le transfert de technologie pour les systèmes de production et de commerce dans des secteurs sélectionnés (animaux, produits végétaux) ;
- en promouvant des sources de revenus sûres grâce au renforcement des chaînes de valeur agricoles et à une approche inclusive et participative de la formation.

Le projet bénéficiera directement à plus de 300 entrepreneurs agricoles, qui seront répartis en 10 groupes de 30 personnes (femmes, jeunes, mixte) et 25 techniciens, ainsi que de responsables gouvernementaux.



Secteurs de la pêche et du tourisme

Les secteurs de la pêche et du tourisme apparaissent également comme étant un domaine pour le développement durable. Les réponses des neuf petits États insulaires en développement soulignent l'importance du potentiel de diversification économique et d'exportation de ces secteurs dans la transition vers le développement durable, comprenant ce qui suit :

- poursuivre les principes de durabilité pour préserver les stocks de poissons et permettre un flux durable d'exportations de poisson ;

Propriétaire de l'entreprise de pêche Lady Edwina sur le marché aux poissons d'Apia (Samoa).

- créer une économie bleue durable, dans laquelle on favorise la croissance économique tout en garantissant la durabilité des ressources marines ;
- développer l'écotourisme en tant qu'outil pour atténuer la perte de biodiversité ;
- diversifier dans d'autres secteurs de services afin d'assurer la résilience et la croissance.

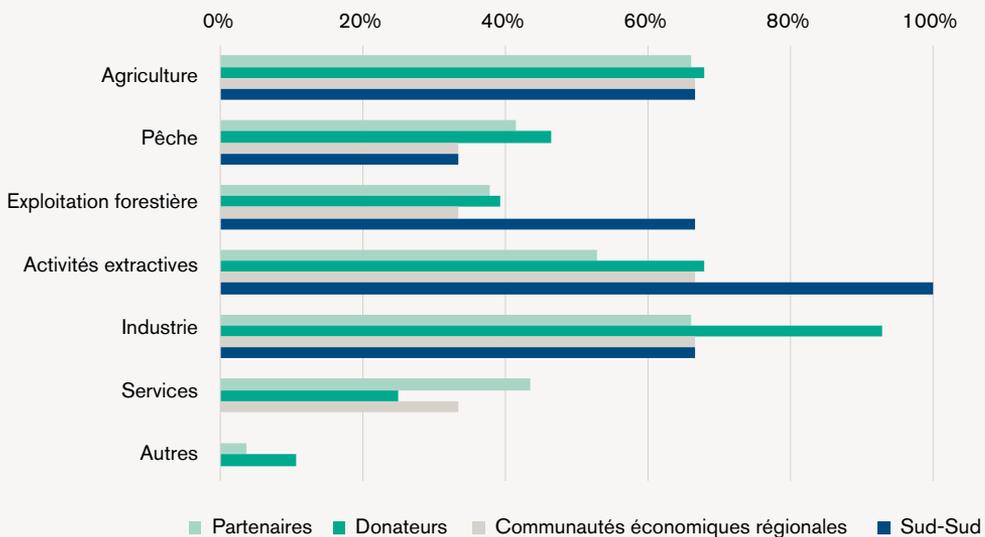
Les réponses au questionnaire indiquent que de nombreux donateurs ont intensifié leurs activités pour soutenir une transition vers le développement durable. Des initiatives récentes dirigées par l'Australie, avec des pays du Pacifique, des organisations régionales et des banques multilatérales de développement, ont été axées sur la durabilité des stocks de poissons. L'objectif consiste à garantir des flux de revenus à long terme et à améliorer l'accès aux marchés.

Secteur agricole et secteur industriel

Il y a une prise de conscience croissante quant aux possibilités commerciales et aux risques en jeu pendant la transition vers le développement durable. L'agriculture est un secteur qui tirerait parti de cette évolution et qui a un potentiel économique et de diversification des exportations, selon les participants. En revanche, parvenir à une industrialisation durable est reconnu par tous les participants comme une tâche plus difficile (voir la figure 5).

Les perceptions des pays en développement sont influencées par les avantages comparatifs existants et les empreintes commerciales. Parmi les pays en développement participants, 30 indiquent que les secteurs de l'agriculture et de l'industrie sont confrontés au défi le plus grand en ce qui concerne la transition vers le développement durable. Ils ont souligné ce qui suit :

Figure 5 : Secteurs économiques qui ont le plus de difficultés pour la transition vers le développement durable, par catégorie de participants



Source : Secrétariat de l'OMC.

- les petits exploitants peuvent avoir des difficultés à se conformer aux nouvelles réglementations agricoles introduites par les destinations d'exportation comme le marché de l'UE (voir l'encadré 4) ;
- il se peut que les études d'impact sur l'environnement pour les grandes exploitations minières et les investissements industriels doivent être revues pour une mise en conformité avec les nouvelles prescriptions ;
- les économies nationales qui dépendent fortement d'un secteur (par exemple les industries extractives pour la Zambie) peuvent faire face à des effets sociétaux graves si le volume des exportations se contracte ;
- trouver des investissements pour le passage à un développement durable est difficile pour les finances publiques.

Encadré 4

Mesures « De la ferme à la fourchette » au Pérou

Le Pérou s'attend à ce que les mesures « De la ferme à la fourchette » établies dans l'Union européenne réduisent les volumes d'exportation. Le marché de l'UE représente 55,7% des exportations totales de produits agricoles du Pérou. Ces mesures constituent des défis particuliers pour les entreprises et les chaînes d'approvisionnement péruviennes qui ne sont pas suffisamment familiarisées avec les nouvelles prescriptions relatives aux produits.

Étant donné que près de 97% de la main d'œuvre agricole du Pérou travaille dans de petites exploitations familiales, il y aura une incidence négative sur le développement.

Au Pérou, un producteur de cacao inspecte la qualité de la cabosse.



Tableau 10 : Défis sectoriels liés à la transition vers le développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Comores	Le plan de développement est la création d'une économie bleue durable et le développement de l'écotourisme en tant qu'outil pour atténuer la perte de biodiversité
Guinée équatoriale	Trouver des investissements pour le passage à un développement durable s'avère un défi en raison de l'épuisement des finances publiques après la COVID-19
Madagascar	Il se peut que les études d'impact sur l'environnement pour les grandes exploitations minières et les investissements industriels doivent être revues pour une mise en conformité avec les nouvelles prescriptions
Maurice	Poursuivre les principes de durabilité peut aider à préserver les stocks de poissons et permettre un flux durable d'exportations de poisson
Sainte-Lucie	<p>Bien que le tourisme joue un rôle important, la diversification dans d'autres secteurs de services est essentielle pour assurer la résilience et la croissance (par exemple technologies de l'information et autres services professionnels)</p> <p>Le passage au développement durable dans le secteur industriel est entravé par le manque de capitaux pour moderniser les usines et réorganiser les processus de fabrication</p> <p>Manque de savoir-faire de compétences technologiques, en particulier dans les micro, petites et moyennes entreprises (représentant 80% des entreprises)</p>
Zambie	La contraction des exportations minières aurait des effets sociétaux car le secteur contribue substantiellement à l'économie nationale
Amérique latine et Caraïbes	
Guatemala	Le manque de connaissances sur les nouvelles prescriptions pour le marché de l'UE (par exemple les pesticides soumis à des restrictions) va poser des problèmes en ce qui concerne le potentiel d'exportation si rien n'est fait pour y remédier
Pérou	Les entreprises et les chaînes d'approvisionnement ne sont pas suffisamment familiarisées avec les nouvelles prescriptions relatives aux produits pour le marché de l'UE
Donateurs	
Australie	<p>Collaboration avec des pays du Pacifique, des organisations régionales et des banques multilatérales de développement pour assurer la durabilité des stocks de poissons, créer des flux de revenus à long terme et améliorer l'accès aux marchés</p> <p>Secteur de la pêche principalement soutenu par des partenariats avec la Communauté du Pacifique et l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique</p>
Centre du commerce international	<p>La stratégie GreenToCompete soutient les micro, petites et moyennes entreprises dans le cadre de la transition économique verte</p> <p>Les travaux sur l'efficacité des ressources et la production circulaire ont aidé plus de 400 entreprises à améliorer leur empreinte environnementale</p>



AVIS D'EXPERT

Activités de GreenToCompete

Sarah Mohan, administratrice de projet adjointe, et Barbara Ramos, cheffe de la recherche et des stratégies pour les exportations, ITC

Les effets du changement climatique ne sont pas les mêmes pour tous. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement sont confrontées à des menaces physiques liées au climat, comme des phénomènes météorologiques extrêmes. Elles sont aussi les destinataires des mesures actuellement négociées pour lutter contre les dommages liés au réchauffement de la planète. Les gouvernements élaborent des règlements visant à réduire les émissions. Les principaux acheteurs recherchent des fournisseurs offrant des garanties en termes de climat (Lund *et al.*, 2020). Les politiques commerciales liées au climat pourraient finir par affecter les exportations des pays en développement.*

Dans ce contexte, de nombreux MPME perçoivent les changements environnementaux comme un risque pour la compétitivité. En moyenne, 68% des entreprises interrogées pour les enquêtes du Centre du commerce international (ITC) sur la compétitivité des PME en Afrique subsaharienne ont cité des risques physiques importants pour leurs entreprises en ce qui concerne l'environnement, un taux plus élevé que les 54% enregistrés dans les pays développés (Groupe AXA et PNUE, 2015 ; ITC, 2019). La politique était également un sujet de préoccupation, un quart des MPME estimant que la réglementation environnementale constituait un obstacle à leurs activités commerciales.

Bien que de nombreuses MPME soient préoccupées par les conséquences du changement climatique, la plupart n'ont pas encore investi dans des mesures pour se préparer à ce changement. 60% des grandes entreprises ont indiqué qu'elles avaient investi dans au moins une mesure pour

réduire leur exposition aux risques environnementaux, d'après les données de l'ITC. En comparaison, seulement 38% des MPME avaient fait de même.

L'ITC s'efforce de placer les MPME dans la partie gagnante du bilan de l'avenir de la planète. GreenToCompete est la stratégie de l'ITC visant à aider les MPME des pays en développement à tirer parti du commerce pour une transition verte. Mettant l'accent sur le changement climatique, la circularité et la biodiversité, GreenToCompete soutient les pays à trois niveaux: l'entreprise, l'écosystème commercial et la politique générale.

Premièrement, l'ITC permet aux MPME de soutenir la concurrence à travers des pratiques commerciales et des financements verts qui permettent de trouver des solutions aux problèmes environnementaux. Deuxièmement, l'ITC collabore avec les parties prenantes de l'écosystème commercial, y compris les partenaires sur les marchés, pour débloquer les services et les connexions dont les MPME ont besoin pour créer des possibilités commerciales vertes. Enfin, le soutien de l'ITC renforce la capacité des parties prenantes des pays en développement de défendre les intérêts des MPME dans les cadres de politiques climatiques.

L'outil d'évaluation de la compétitivité climatique de l'ITC, son coaching sur l'efficacité des ressources et l'économie circulaire ainsi que Standards Map, entre autres, aident les MPME à renforcer leur compétitivité climatique. En plaçant les MPME au cœur d'une transition verte, on peut à la fois remédier à la crise climatique et renforcer la compétitivité des entreprises dont une grande partie de la population mondiale dépend.

* Ces mesures, connues sous le nom d'ajustements carbone aux frontières, ont à ce jour exclu la plupart des secteurs pertinents pour les MPME dans les pays en développement. Toutefois, il peut y avoir des conséquences à long terme pour les pays en développement et les MPME dans ces pays (voir PNUE/OMC (2009) et <https://intracen.org/news-and-events/events/demystifying-the-eus-carbon-policies-and-impact-on-trade>).

Financement des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable

Financement du climat

Le financement de l'action climatique est de plus en plus étroitement lié au financement de l'Aide pour le commerce, notamment dans le domaine des infrastructures pour les énergies renouvelables. La pauvreté énergétique est une contrainte majeure du côté de l'offre pour de nombreux pays en développement et l'un des nombreux points d'intersection entre l'Aide pour le commerce et le financement du climat.

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce et diverses parties prenantes clés peuvent jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes du côté de l'offre et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone.

Mobilisation du secteur privé

Le financement privé du climat est un domaine cible de croissance tel que défini dans le pacte de Glasgow pour le climat⁹, qui « appelle les banques multilatérales de développement, les autres institutions financières et le secteur privé à accroître la mobilisation des ressources financières afin de fournir les ressources nécessaires à la réalisation des plans climatiques, en particulier pour l'adaptation. »

La COP26 a également insisté sur les efforts croissants faits pour associer le secteur privé en tant qu'acteur pour atteindre les objectifs d'émissions nettes nulles et mobiliser des financements afin d'atteindre ces cibles, au moyen d'initiatives telles que la Glasgow

Financial Alliance for Net Zero, qui comprend plus de 450 entreprises de 45 pays contrôlant des actifs équivalents à 130 milliards de dollars EU. Elle engage les signataires à fixer des objectifs solides, fondés sur des données scientifiques et à court terme, en matière de changement climatique.

Divers résultats convenus à la COP26 portent sur des engagements du secteur privé, et les autres initiatives sont notamment les suivantes :

- la Global Energy Alliance for People and Planet, dirigée par la Fondation Rockefeller, qui a pour ambition d'étendre l'énergie propre à usage productif à 1 milliard de personnes mal desservies ;
- le Climate Finance Partnership Fund, géré par BlackRock, qui cherche activement à impliquer le secteur privé ;
- plus de 30 institutions financières, dotées de 8 700 milliards de dollars EU d'actifs mondiaux, qui se sont engagées à éliminer les investissements dans les activités liées à la déforestation ;
- six grands fabricants de véhicules et plus de 30 pays sont convenus d'accélérer la décarbonation du transport routier grâce au passage, au niveau mondial, à des véhicules à émissions nulles d'ici à 2040.

Selon la Climate Policy Initiative (Macquarie *et al.*, 2020), les activités liées au climat du secteur privé sont particulièrement courantes dans les domaines suivants :

- investissement dans les énergies renouvelables (principalement l'énergie éolienne terrestre et l'énergie solaire photovoltaïque, mais aussi la géothermie, la biomasse moderne, l'hydroélectricité de petite échelle et les biocarburants dans une moindre mesure) ;

- investissement dans l'efficacité énergétique (investissement dans les économies d'énergie pour les logements, les bâtiments, les transports et l'industrie) ; et
- gestion des déchets.

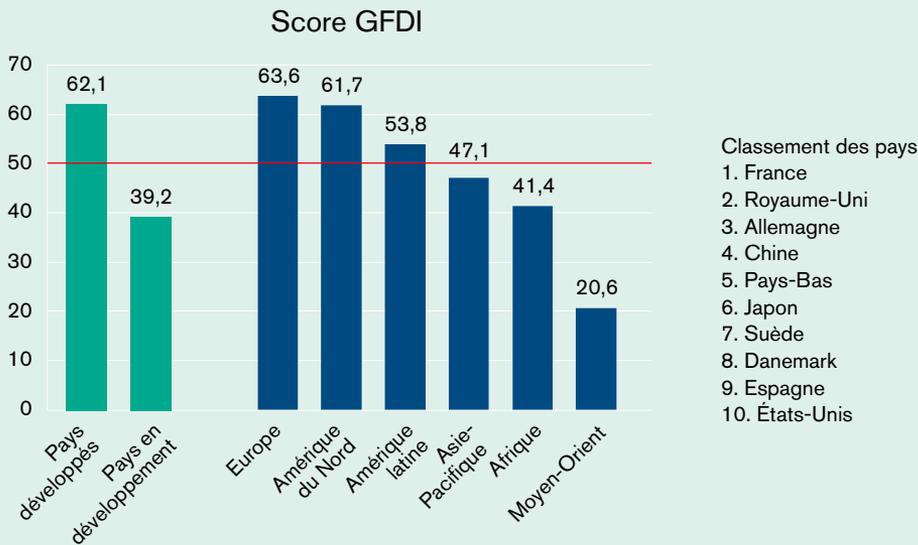
Indice mondial de développement de la finance verte

L'indice mondial de développement de la finance

verte, élaboré conjointement par l'International Finance Forum (IFF) et l'International Institute of Green Finance (IIGF) de la Central University of Finance and Economics (Beijing) est une mesure quantitative des progrès réalisés dans trois domaines: politique et stratégie; produit et marché; et coopération internationale. Il vise à fournir des renseignements cohérents sur le développement mondial de la finance verte (voir l'encadré 5).

Encadré 5

Indice mondial de développement de la finance verte (GFDI) et classement des pays



Les résultats montrent que le développement du financement vert est inégal, avec un GFDI moyen de 50 pour les 55 pays étudiés (voir la ligne rouge), et qu'il est plus élevé pour les pays développés et les régions d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'IFF indique un certain nombre de problèmes et de difficultés dans le développement mondial du financement vert, ainsi que certaines solutions possibles, notamment :

- la mise en place d'un cadre politique efficace ;
- la promotion de l'innovation financière en vue de développer des produits et des services de financement respectueux de l'environnement plus diversifiés ;
- la promotion de l'harmonisation des définitions et des normes de divulgation ;
- le renforcement de la coopération internationale pour le développement du financement vert.

L'International Finance Forum (IFF, 2021) constate ce qui suit :

« Malgré les progrès encourageants, le développement du financement vert est confronté à de nombreux défis. Ceux-ci sont notamment un développement inégal d'un pays à l'autre, la diversité limitée des produits et des services, le manque de cohérence dans les définitions du financement vert et des normes de divulgation, et l'impact négatif de la pandémie de COVID-19. Pour relever ces défis, le rapport préconise un soutien continu à travers les politiques, plus d'innovations financières pour développer des produits et services de la finance verte diversifiés et une plus grande harmonisation des définitions de la finance verte et des normes de divulgation au niveau national et entre les pays. Il recommande aussi une coopération internationale plus étroite, en particulier pour l'harmonisation des définitions et des normes, la promotion de principes et de pratiques d'investissement sains, le développement du capital humain et le renforcement des capacités, la facilitation des flux financiers liés au climat vers les pays

à faible revenu et vulnérables, ainsi que l'amélioration des statistiques de la finance verte et de la collecte de données. »

Partenaires Sud-Sud et financement au titre de l'Aide pour le commerce

Les partenaires Sud-Sud intègrent également les préoccupations environnementales dans leur financement au titre de l'Aide pour le commerce. En 2021, la Chine a publié les *Green Development Guidelines for Overseas Investment and Cooperation*⁴ (Lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération) (voir l'encadré 6) et un rapport sur l'initiative « Ceinture et route » de la Chine indique que 2020 a été la première année pour laquelle les investissements dans les énergies renouvelables dans les pays visés par cette initiative ont dépassé les investissements dans le charbon, et que, pendant le premier semestre de 2021, ces pays n'avaient reçu aucun financement lié au charbon (Nédopil Wang, 2022).

Panneaux solaires photovoltaïques flottants au Viet Nam.



Encadré 6

Lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération

En 2021, le gouvernement chinois a publié une politique visant à encourager les entreprises chinoises à intégrer le développement vert dans l'ensemble du processus d'investissement à l'étranger et de coopération. Les lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération* ont été publiées conjointement par le Ministère du commerce et celui de l'écologie et de l'environnement.

Les lignes directrices recommandent que les entreprises chinoises « suivent les règles internationales en matière d'environnement et encouragent les entreprises à adopter des normes internationales ou chinoises lorsqu'elles investissent dans des activités pour lesquelles les lois et réglementations locales sont inexistantes ou trop tolérantes ». Elles encouragent la pratique d'évaluations de l'impact sur l'environnement conformément aux normes acceptées au niveau international. En incluant les trois aspects environnementaux de la lutte contre la pollution, de la protection de l'environnement et du changement climatique, les lignes directrices innovaient en alignant l'investissement chinois à l'étranger sur l'Accord de Paris.

Elles recommandent que les entreprises chinoises soutiennent les investissements dans l'énergie solaire, l'énergie éolienne et d'autres formes d'énergie propre. Les lignes directrices portent également sur le commerce, exigeant des entreprises qu'elles accélèrent leur intégration dans la chaîne d'approvisionnement verte mondiale, procèdent à des achats verts et achètent des produits et des services respectueux de l'environnement. Elles s'adressent spécifiquement à certaines des plus grandes institutions financières : la Banque chinoise pour le développement, la Banque d'import-export de Chine et la Société chinoise d'assurance des exportations et du crédit (Sinosure).

En juin 2021, la Coalition pour le développement vert de l'initiative « Ceinture et route », ClientEarth et le Beijing Institute of Finance and Sustainability ont organisé un atelier de deux jours sur l'atténuation des risques environnementaux et climatiques avec les plus grandes institutions financières de l'initiative « Ceinture et route ». Bien que ce processus ne soit pas sans difficultés, ces institutions élaborent des politiques clés, comme la catégorisation de projets sur la base des risques pour l'environnement, des prescriptions relatives aux normes environnementales, des évaluations d'impact, des évaluations par des tiers, la divulgation de renseignements et la participation du public, des mécanismes de plainte et même les politiques d'exclusion des combustibles fossiles.

Source : Texte adapté de https://en.ndrc.gov.cn/news/mediarusources/202108/t20210810_1293453.html.

* Voir <https://www.clientearth.org/latest/documents/green-development-guidelines-for-overseas-investment-and-cooperation-english-translation>.

Gros plan : Travaux récemment menés à l'OMC en matière de commerce et d'environnement

La Décision ministérielle de 1994 sur le commerce et l'environnement* a établi le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) pour :

- « (a) identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable ;
- (b) faire des recommandations appropriées pour déterminer s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire. »

Le CCE est ouvert à tous les Membres de l'OMC, et plusieurs organisations intergouvernementales y ont le statut d'observateur. Investi d'un large mandat, le CCE a contribué à définir et à comprendre la relation entre le commerce et l'environnement dans le but de favoriser le développement durable. Bien qu'il n'ait recommandé aucune modification des règles du système commercial multilatéral, ses travaux ont abouti à l'intégration de certaines questions relatives au commerce et à l'environnement dans les négociations.

Initiative conjointe de l'OMC sur le commerce et l'environnement

En novembre 2020, un groupe de 50 Membres de l'OMC ont annoncé leur intention d'intensifier les travaux sur le commerce et la durabilité environnementale à l'OMC, en organisant des "discussions structurées" pour les Membres intéressés ainsi qu'un dialogue avec les parties prenantes extérieures.** Les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale visent à compléter les travaux du CCE et des autres organes de l'OMC pertinents et à soutenir les objectifs de l'OMC, prévoyant un système commercial mondial qui protège et préserve l'environnement conformément à l'objectif de développement durable.

La Déclaration ministérielle dans le cadre des Discussions structurées***, adoptée en 2021, établit les travaux futurs dans des domaines tels que le commerce et le changement climatique, le commerce des biens et services environnementaux, l'économie circulaire et les chaînes d'approvisionnement durables. Actuellement, 71 Membres de l'OMC participent à l'initiative, y compris des Membres de toutes les régions et à tous les niveaux de développement.

* Voir l'Annexe II de la *Réunion à l'échelon ministériel*, document du GATT MTN.TNC/45(MIN), 6 mai 1994.

** *Communication sur le commerce et la durabilité environnementale*, document de l'OMC WT/CTE/W/249, 17 novembre 2020.

*** *Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale*, document de l'OMC WT/MIN(21)/6/Rev.2, 14 décembre 2021.



AVIS D'EXPERT

Développement industriel vert : des transitions justes vers les énergies vertes et les économies circulaires

Nilgün Tas, Directeur adjoint, Département de l'environnement et Chef de la Division de l'efficacité des ressources industrielles, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Les pays partenaires de l'Aide pour le commerce accordent la priorité à l'industrie et à l'Objectif de développement durable 9 des Nations Unies dans les efforts pour parvenir à une diversification économique et des exportations, et notent que l'industrie pourrait être confrontée au défi le plus grand en ce qui concerne le développement durable. Toutefois, l'ONUDI est convaincue que nous disposons de la plupart des technologies, connaissances et compétences pour maintenir la croissance économique et faire face à la triple crise mondiale – changement climatique, perte de la biodiversité et pollution. Des transitions justes vers des économies vertes sobres en carbone dans les pays les moins avancés et les pays en développement nécessiteront des partenariats, des collaborations, le renforcement des capacités et des financements pour aller vers des marchés de produits et d'énergies écologiques.

Une transition vers des énergies vertes est le mieux pour réduire environ de moitié les émissions de carbone. Le Programme mondial pour l'hydrogène vert dans l'industrie de l'ONUDI et le Partenariat y afférent* promeuvent l'hydrogène vert pour soutenir le développement industriel inclusif et durable et les engagements au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Des transitions justes vers les énergies vertes et les économies circulaires sont les faces d'une même pièce. L'autre moitié des émissions de carbone et 90% des pertes de biodiversité liées à la terre sont dues à l'utilisation des ressources pour les produits que nous consommons tous pour répondre aux besoins de la société : alimentation, logement, infrastructures, mobilité, transports, biens de consommation et biens d'équipement, communications et tous les autres services (IRP, 2019).

Le gaspillage d'un produit, d'une partie ou d'une matière pouvant être réutilisée, réparée, remise à neuf, remanufacturée, recyclée à de nombreuses reprises ou régénérée crée d'énormes pertes économiques, en plus des effets néfastes sur l'environnement et la santé.

Des industries et des entreprises qui améliorent l'efficacité des ressources et mettent en œuvre des pratiques d'économie circulaire produisent des produits durables et circulaires, réduisent les coûts, améliorent leur compétitivité et leur résilience et créent des emplois décents, tout en préservant l'environnement. Les programmes de l'ONUDI pour une production économe en ressources et plus propre (RECP) et le transfert de la technologie écologiquement rationnelle (TEST) qui existent au niveau mondial depuis 1994 témoignent amplement de ces avantages.

En Indonésie, 149 petites et moyennes entreprises (PME) économisent 19,6 millions de dollars EU par an, ainsi que 350 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, 2,6 millions de m³ d'eau et réduisent de 2,2 millions de m³ les émissions d'eaux usées par an.** Dans le cadre d'un programme TEST mené dans le Sud de la Méditerranée, 125 PME ont économisé 41,7 millions d'euros par an, avec des avantages environnementaux associés (ONUDI, 2020). Le Programme mondial des parcs éco-industriels (GEIPP) de l'ONUDI cible les parcs industriels existants et soutient les mesures des PME en faveur de la circularité qui y sont installées pour créer des avantages similaires.†

L'industrie est un acteur clé de la circularité du côté de l'offre, bien que les gouvernements jouent le rôle le plus important. Eux seuls peuvent créer des conditions favorables pour que les entreprises s'engagent dans des pratiques circulaires et faire en sorte que les consommateurs exercent une

pression sur la demande de produits circulaires et adoptent des modes de vie durables, comme l'ont démontré les membres de l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources (GACERE).^{**}

Le commerce international peut devenir un vecteur clé des transitions justes vers les énergies vertes et l'économie circulaire. Des définitions et classifications communes pour les produits verts

et circulaires lorsqu'ils franchissent les frontières (par exemple les produits remanufacturés), la facilitation des échanges (par exemple la numérisation) pour améliorer la traçabilité et la transparence des réseaux d'approvisionnement, et l'intégration de la circularité dans les accords de coopération commerciale et économique contribueront grandement à fermer les cercles au niveau mondial.

* Voir <https://www.unido.org/green-hydrogen>.

** Voir https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/INS-100224_RECPE_TE-2019.pdf.

+ Voir <https://hub.unido.org/about-eco-industrial-parks>.

** Voir <https://www.youtube.com/watch?v=OYgasG8UWVo>.

Engagements des banques multilatérales de développement

Groupe de la Banque africaine de développement

Le Groupe de la Banque africaine de développement a lancé son Cadre pour le changement climatique et la croissance verte à la COP26. Ce cadre comprend une politique stratégique, une stratégie à long terme pour 2021-2030 et un plan d'action quinquennal pour 2021-2025. Les cibles sont, entre autres, les suivantes :

- attribuer 40% des approbations de projets au financement du climat d'ici à 2021, avec des proportions égales pour l'adaptation et l'atténuation ;
- inclure le financement du climat dans tous les investissements bancaires ;
- garantir un meilleur accès au financement du climat pour les pays Africains à faible revenu (cible de 25 milliards de dollars EU d'ici à 2025) et positionner le secteur financier de l'Afrique au premier plan pour les innovations en matière de financement.

Banque asiatique de développement

Les préoccupations environnementales constituent une priorité essentielle de la Stratégie à l'horizon 2030 (BAsD, 2019a) :

« Les principales réponses identifiées dans le cadre de la priorité opérationnelle 3 de la Stratégie à l'horizon 2030 incluent une augmentation du soutien pour lutter contre le changement climatique, les risques de catastrophe et la dégradation de l'environnement; l'accélération des efforts pour de faibles émissions de gaz à effet de serre; la mise en place d'une approche globale pour renforcer la résilience climatique et en cas de catastrophe; la garantie de la durabilité environnementale; et un poids plus important accordé aux activités relatives au lien entre l'eau et l'énergie. »

Dans le cadre de ses initiatives pour la durabilité, le Programme de financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement de la BAsD assure l'alignement sur les normes environnementales mondiales et contribue à la promotion des normes auprès des banques partenaires. Les dimensions environnementales sont également incorporées dans les plans de coopération et d'intégration régionaux et dans une note d'orientation de 2022 (BAsD, 2022).

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a annoncé un objectif: 50% de l'ensemble des financements approuvés

d'ici à 2025 seront dirigés vers le financement du climat, dans le cadre de son engagement d'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris d'ici au 1^{er} juillet 2023.⁵ En octobre 2021⁶, elle a indiqué les éléments suivants :

- plus grande importance accordée à l'adaptation et à la résilience ;
- le financement du climat représentait 41% du portefeuille pour les infrastructures en 2020 ;
- des approbations cumulatives du financement du climat à hauteur de 50 milliards de dollars EU d'ici à 2030.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

La Transition vers une Économie verte de la BERD a pour but l'obtention d'un ratio du financement vert de plus de 50% dans les investissements annuels de la BERD d'ici à 2025 (BERD, 2020b), ce qui implique :

- « ▪ un alignement sur l'Accord de Paris
 - un renforcement de l'engagement pour ce qui est de développer des stratégies sobres en carbone à long terme et des trajectoires résilientes au changement climatique
 - des innovations dans des domaines thématiques, y compris les systèmes financiers verts, la décarbonation industrielle, des systèmes alimentaires durables, l'intégration des systèmes énergétiques, les villes et l'infrastructure environnementale, la connectivité durable, les bâtiments écologiques et le capital naturel. »

L'approche de la BERD vise à utiliser toute la gamme de ses instruments financiers et à travailler en étroite collaboration avec des donateurs tels que le Fonds d'investissement climatique, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le Climat et d'autres donateurs bilatéraux.

Banque interaméricaine de développement

La BID présente Vision 2025 comme un exemple de stratégie institutionnelle donnant la priorité à la dimension environnementale (BID, 2021a), avec des mesures pour renforcer la résilience, favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, comme l'une

des cinq voies pour accélérer la reprise après la pandémie de COVID-19.

De plus, le *Plan d'action sur le changement climatique pour 2021-2025* de la BID vise à attribuer 24 milliards d'USD à des projets liés au climat ou au financement vert dans le cadre de l'objectif de la BID d'un minimum annuel de 30% pour le financement du climat (BID; 2021b). Le plan d'action cherche à soutenir les membres à travers les éléments suivants :

- appui aux efforts visant à soutenir la révision des contributions déterminées au niveau national ;
- alignement de ses activités avec l'Accord de Paris ;
- objectifs d'atténuation et concernant la température axés sur la réalisation d'opérations compatibles avec les canaux de développement de solutions sobres en carbone des membres ;
- adaptation et résilience face au climat pour gérer les risques physiques liés au changement climatique ;
- identification des possibilités pour rendre les activités plus résilientes face au climat ;
- accroissement du financement en faveur du climat et mise en œuvre d'approches permettant de combler le déficit de financement du climat et d'aider efficacement les pays et les clients du secteur privé à accélérer la transition vers le développement durable ;
- établissement de rapports sur les réponses au changement climatique ;
- appui sur la méthode de financement en faveur du climat des banques multilatérales de développement ;
- actions internes visant à aligner ses activités sur les objectifs de décarbonation et de résilience climatique.

Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement fait référence à son *Plan d'action sur le changement climatique pour 2020-2025* (BIsD, 2020)⁷:

- « Le Plan d'action de 5 ans sur le changement climatique indique comment le mandat de la BIsD sur le changement climatique sera mis en œuvre avec ses

clients et diverses parties prenantes, conformément à l'Accord de Paris et au Cadre d'alignement sur l'Accord de Paris pour les Banques multilatérales de développement. Il énonce aussi les modalités pour atteindre la cible de la BIsD de 35% pour le financement du changement climatique d'ici à 2025.

La Banque intensifie ses efforts pour faire en sorte que toutes ses activités et opérations contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux de Paris en intégrant systématiquement les possibilités d'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation dans ses investissements et opérations de prêt. Cela implique notamment de travailler avec d'autres banques multilatérales de développement pour une approche harmonisée concernant l'alignement sur l'Accord de Paris.

Pour créer des systèmes durables, les considérations climatiques ont été intégrées dans les différentes politiques sectorielles de la Banque et dans ses stratégies opérationnelles connexes, y compris pour l'agriculture et le développement rural, l'énergie, les transports, la santé, le développement urbain et les politiques en matière d'eau. »

Banque mondiale

Le Plan d'action sur le changement climatique pour 2021-2025 (Banque mondiale, 2021a) vise à faire progresser l'approche de la Banque mondiale concernant un développement vert, résilient et inclusif. À travers le plan d'action, le Groupe de la Banque mondiale « soutiendra les pays et les clients du secteur privé pour maximiser les effets du financement de l'action

Un commerçant dispose de l'électricité jusqu'à 23 heures dans son quartier, à la suite d'un projet communautaire à Port au Prince (Haïti).



climatique, visant des améliorations mesurables dans l'adaptation et la résilience, et des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre (Banque mondiale, 2021a) :

« Le nouveau plan d'action représente un passage des efforts pour des projets "verts" à des efforts pour rendre vertes des économies entières, et d'un accent mis sur les intrants à un accent mis sur les impacts. ... Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à aligner ses flux de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris ... qui est compatible avec les voies d'action pour un développement sobre en carbone et résilient face au changement climatique. »

Le Groupe de la Banque mondiale procédera à l'alignement de toutes les nouvelles opérations à compter du 1er juillet 2023, une opération étant considérée comme alignée (Banque mondiale, 2021a) dans les cas suivants :

« (i) en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, elle contribue

activement à la décarbonation (par exemple les énergies renouvelables) ou soutient des activités qui ne causent aucun dommage (par exemple la réforme du système d'éducation) ; et ii) en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et la résilience, elle tient pleinement compte des risques climatiques. Les opérations qui ne causent pas de dommage et ne contribuent pas non plus aux résultats climatiques sont considérées comme alignées, pour autant qu'elles tiennent pleinement compte de l'exposition aux risques climatiques et ne sont pas incompatibles avec les politiques du pays concernant un développement sobre en carbone et résilient. Les opérations considérées comme universellement non alignées incluent l'extraction du charbon thermique, l'électricité produite à partir du charbon, l'extraction de la tourbe et l'électricité produite à partir de celle-ci. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé en 2017 qu'il ne financerait plus de projets pétroliers et gaziers en amont à partir de 2019 ; il n'a pas financé de gazoducs depuis 2014. »



Lors d'une réunion communautaire, des femmes discutent de la reconstruction de leur village, Yogyakarta (Indonésie).



Connu pour sa résistance et son élégance, le teck est une ressource précieuse, Jepara (Indonésie).

Notes finales

1. Voir https://www.wto.org/french/news_f/spno_f/spno24_f.htm.
2. Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_L16F.pdf.
3. *Ibid.*
4. Voir <https://www.clientearth.org/latest/documents/green-development-guidelines-for-overseas-investment-and-cooperation-english-translation>.
5. Voir <https://www.aiib.org/en/about-aiib/who-we-are/infrastructure-for-tomorrow/green-infrastructure/climate/index.html>.
6. Voir <https://www.aiib.org/en/news-events/news/2021/AIIB-to-Fully-Align-with-Paris-Agreement-Goals-by-Mid-2023.html>.
7. Voir <https://www.isdb.org/climate-change>.